

## Section 2. — Rapportage

**Art. 5.** Le rapportage, visé à l'article 16 de l'arrêté du 28 mars 2014, porte au moins sur les catégories de données suivantes :

- 1° l'offre dans l'association ;
- 2° une description de la manière dont il a été répondu aux conditions de subventionnement, visées à l'article 8, 4°, de l'arrêté du 28 mars 2014.

## CHAPITRE 3. — Dispositions finales

**Art. 6.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> avril 2014.

Bruxelles, le 6 mai 2014.

Le Ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,  
J. VANDEURZEN

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29364]

## 11 AVRIL 2014. — Décret finalisant le transfert des études de traduction et interprétation à l'université (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le présent décret, on entend par :

- 1° loi du 27 juillet 1971 : la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires;
- 2° décret du 5 août 1995 : le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles;
- 3° décret du 9 septembre 1996 : le décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;
- 4° décret du 24 juillet 1997 : le décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;
- 5° décret du 12 mai 2004 : le décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française;
- 6° décret du 31 mars 2004 : le décret du 31 mars 2004 définissant l'Enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'Enseignement supérieur et refinançant les universités;
- 7° décret du 2 juin 2006 : le décret du 2 juin 2006 établissant les grades académiques délivrés par les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et fixant les grilles d'horaires minimales;
- 8° décret du 20 juin 2008 : le décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française;
- 9° décret du 7 novembre 2013 : le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;
- 10° HEFF-TI : la catégorie de traduction et interprétation de la Haute Ecole Francisco Ferrer de la Ville de Bruxelles, anciennement section de l'Institut Cooremans;
- 11° HEL-TI : la catégorie de traduction et interprétation de la Haute Ecole de la Ville de Liège;
- 12° ISTI : la catégorie de traduction et interprétation de la Haute Ecole de Bruxelles de la Communauté française (HEB), anciennement Institut Supérieur de Traducteurs et Interprètes;
- 13° Vinci-TI : la catégorie de traduction et interprétation de la Haute Ecole libre Léonard de Vinci, anciennement section de l'Institut libre Marie Haps;
- 14° UCL : l'Université catholique de Louvain;
- 15° ULB : l'Université libre de Bruxelles;
- 16° ULg : l'Université de Liège;
- 17° USL-B : l'Université Saint-Louis – Bruxelles.

## CHAPITRE II. — Organisation des études

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** L'organisation des études menant aux grades académiques de bachelier en traduction et interprétation, de master en traduction et de master en interprétation, actuellement en cohabilitation conditionnelle entre Hautes Ecoles et Universités en vertu de l'annexe III du décret du 31 mars 2004, est reprise exclusivement par une université, appelée « université habilitée » de la manière suivante :

- l'ULg reprend seule, à Liège, les habilitations de 1<sup>er</sup> et de 2<sup>e</sup> cycles de HEL pour les études de bachelier en traduction et interprétation, de master en traduction et de master en interprétation;
- l'ULB reprend seule, à Bruxelles, les habilitations de 1<sup>er</sup> et de 2<sup>e</sup> cycles de ISTI et HEFF-TI pour les études de bachelier en traduction et interprétation, de master en traduction et de master en interprétation;
- l'USL-B reprend seule, à Bruxelles, l'habilitation de Vinci-TI pour les études de bachelier en traduction et interprétation;

— l'UCL reprend seule, à Louvain-la-Neuve, l'habilitation de Vinci-TI pour les études de master en traduction et de master en interprétation.

Les titres et les diplômes y afférents seront délivrés par l'université habilitée.

§ 2. A l'annexe III du décret du 31 mars 2004, telle que modifiée, notamment, par le décret du 18 juillet 2008 portant création de nouvelles formations dans les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les lignes correspondant aux habilitations du domaine « 10°bis Traduction et interprétation » sont remplacées par :

|        | Domaine/Intitulé             | Cycle | ULg | UCL | ULB | UMons | UNamur | USL-B |
|--------|------------------------------|-------|-----|-----|-----|-------|--------|-------|
| 10°bis | Traduction et interprétation |       |     |     |     |       |        |       |
|        | Traduction et interprétation | 1     | 1   |     | 1   | 1     |        | 1     |
|        | Traduction                   | 2     | 1   | 1   | 1   | 1     |        |       |
|        | Interprétation               | 2     | 1   | 1   | 1   | 1     |        |       |

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Les étudiants régulièrement inscrits auprès d'une haute école dans l'un des cycles d'études de la catégorie traduction et interprétation sont réputés inscrits auprès de l'université habilitée. Les commissaires ou délégués du Gouvernement auprès de l'université habilitée sont chargés de valider ces inscriptions.

§ 2. Les étudiants ayant réussi au moins une année d'un des cycles d'études de la catégorie de traduction et interprétation dans une haute école peuvent s'inscrire dans l'année d'études suivante organisée par une université, dans les cinq ans de leur réussite.

Les étudiants porteurs d'un grade de bachelier en traduction et interprétation délivré par une haute école jouissent des mêmes possibilités de poursuite d'études que ceux porteurs du grade correspondant délivré par une université.

#### CHAPITRE III. — *Membres du personnel*

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. L'université habilitée devient l'employeur, à due concurrence de leur charge correspondante, des membres des personnels statutaires affectés à la catégorie de traduction et interprétation de la haute école et qui bénéficient d'une subvention-traitement à charge de la Communauté française en vertu de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. Toutefois, ces subventions-traitements, ainsi que les autres charges sociales et allocations diverses associées, peuvent rester à charge et liquidées par les services de la Communauté française, en déduction du budget transféré à l'université en vertu des dispositions de l'article 8.

L'université habilitée devient l'employeur, à due concurrence de leur charge correspondante, des membres des personnels contractuels dont l'objet du contrat est directement lié à la catégorie de traduction et interprétation de la haute école qui ne bénéficient pas d'une subvention-traitement à charge de la Communauté française.

Les membres du personnel ainsi visés restent soumis aux dispositions légales et réglementaires qui, au moment de leur transfert, leur sont applicables en tant que membres du personnel de la haute école. Les modifications apportées ultérieurement à ces dispositions leur sont également applicables. Ils conservent leur qualité de membres du personnel de l'enseignement non universitaire, leur grade, leur ancienneté, leur charge, leur possibilité d'évolution de carrière et l'équivalent de tous les droits et avantages acquis de manière conventionnelle, ainsi que leur statut social et leur droit à la pension à charge du Trésor public.

§ 2. Ces transferts de personnel font l'objet d'une convention entre chaque haute école et la ou les universités habilitées établie pour le 31 décembre 2014. Celle-ci reprend, notamment, les modalités relatives à l'emploi, aux conditions de travail, à la gestion et l'évolution des carrières, ainsi qu'à la représentation des membres du personnel au sein des organes de l'université. Conformément à l'article 15bis de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, cette convention est soumise, préalablement à sa signature, à la négociation avec les délégations syndicales.

Cette convention comprend la liste nominative des membres du personnel, tant statutaires que contractuels, transférés, ventilée en personnel enseignant, scientifique, administratif, technique et ouvrier et établie de commun accord entre la haute école et l'université habilitée, après concertation avec les représentants du personnel concerné.

Le Gouvernement élabore et arrête cette convention de transfert pour les hautes écoles organisées par la Communauté française et l'approuve dans les autres cas; il fixe ainsi le cadre d'extinction.

**Art. 5.** Le conseil d'administration de l'université habilitée exerce à l'égard des membres du personnel transférés les compétences qui, dans la loi ou le décret, sont attribuées aux autorités des hautes écoles.

Il exerce également à leur égard les compétences non réglementaires qui, par la loi ou le décret, sont attribuées au Gouvernement.

**Art. 6.** Lorsque l'emploi qu'occupait un des membres du personnel du cadre d'extinction est déclaré vacant et qu'il ne peut y être pourvu par changement de fonction, extension de charge ou engagement complémentaire d'un autre membre du personnel de ce cadre d'extinction, il est, le cas échéant, pourvu à son remplacement conformément aux règles applicables au personnel des universités.

#### CHAPITRE IV. — *Patrimoine, droits et obligations*

**Art. 7.** L'université habilitée succède à l'actif et au passif ainsi qu'aux droits et obligations de la haute école ou de son pouvoir organisateur liés aux activités de la catégorie de traduction et interprétation.

De la même façon, les créances et les obligations fondées sur les contrats en cours à la date d'entrée en vigueur du présent décret et liées aux activités de la catégorie de traduction et interprétation, dûment répertoriées, sont cédées et transférées au patrimoine de l'université habilitée.

Ces cessions et transferts sont opposables de plein droit aux cocontractants et aux tiers, sans autre formalité. Ils incluent tous les droits et obligations liés aux procédures pendantes et futures.

Les biens meubles et immeubles de la haute école ou de son pouvoir organisateur affectés totalement ou partiellement aux activités de la catégorie de traduction et interprétation sont transférés, à due concurrence, au patrimoine de l'université habilitée. Pour les établissements qui ne sont pas organisés par la Communauté française, ce transfert de biens immeubles peut, prendre la forme d'une cession ou d'un droit d'usage à titre gratuit approprié à la situation particulière.

Pour les hautes écoles organisées par la Communauté française, le Gouvernement élabore et arrête, au plus tard pour le 30 juin 2015, la liste de ces biens ainsi que celle des créances et obligations, et détermine ainsi les modalités de transfert, en concertation entre les autorités de la haute école, les représentants du personnel concerné et l'université habilitée. Dans les autres cas, il approuve cette liste et les modalités de transfert, au plus tard pour le 30 juin 2015, après concertation entre les autorités de la haute école, son pouvoir organisateur, les représentants du personnel concerné et l'université habilitée.

#### CHAPITRE V. — *Financement*

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Dès l'année d'entrée en vigueur de ce décret, le montant à l'article 29, § 2, de la loi du 27 juillet 1971 est augmenté, après adaptation, de la partie variable correspondant au Groupe E de l'allocation annuelle, telle que définie aux articles 15 à 19 du décret du 9 septembre 1996, adapté conformément aux dispositions de l'article 29, § 4, de la loi du 27 juillet 1971 et de l'article 9 du décret du 9 septembre 1996.

A la même date d'entrée, le montant à l'article 10 du décret du 9 septembre 1996 est réduit de la valeur correspondante, après adaptation similaire.

Les universités habilitées reprenant les études de Vinci-TI peuvent convenir d'une répartition entre elles de ce montant tenant compte des transferts effectifs du personnel et effectuer les transferts financiers compensatoires correspondants.

§ 2. Pour le calcul des moyennes quadriennales prévu à l'article 29, § 5, de la loi du 27 juillet 1971, le nombre d'étudiants pris en compte pour les années précédant l'intégration à l'université est augmenté du nombre correspondant à ceux de l'année d'intégration.

**Art. 9.** Lors de l'application de la révision de la partie fixe prévue à l'article 25, alinéa 2, de la loi du 27 juillet 1971, il sera tenu compte des étudiants du domaine traduction et interprétation, qu'ils aient été inscrits auprès d'une haute école ou auprès de l'université habilitée.

**Art. 10.** Sur base d'une évaluation objective établie par les universités habilitées, le Gouvernement peut arrêter dans les cinq ans du transfert le montant d'une subvention complémentaire unique liée aux dépenses engendrées par celui-ci.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions abrogatoires*

**Art. 11.** Dans le décret du 5 août 1995, l'article 12, 8°, est abrogé.

Dans le décret du 9 septembre 1996, l'article 15, 5°, et l'article 16, 1°, e), sont abrogés.

Dans le décret du 2 juin 2006, le chapitre VIII du titre II, comprenant les articles 106 à 108, est abrogé, ainsi que les annexes H-1, H-2, H-3 correspondantes.

#### CHAPITRE VII. — *Entrée en vigueur et dispositions transitoires*

**Art. 12.** Par dérogation à l'article 39, § 1<sup>er</sup>, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, et § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, et jusqu'à l'année académique 2018–2019 au plus tard, l'étudiant qui était régulièrement inscrit, pendant l'année académique 2014–2015, dans une des années d'études de base de la catégorie de traduction et interprétation auprès d'une haute école paie les droits d'inscription à l'université par année d'études de base de ce même domaine qui ne peuvent excéder, hors indexation, le montant payé au cours de l'année 2014–2015 dans cette haute école par un étudiant inscrit dans l'année correspondante.

**Art. 13.** Les établissements concernés fixent pour le 30 juin 2014 au plus tard, une version provisoire de la liste du personnel visée à l'article 4, § 2, établie et concertée selon les mêmes modalités et transmise ensuite au Gouvernement. Pour le personnel statutaire, celle-ci contient les perspectives d'évolution de statut et de charge pour ces personnes pouvant intervenir avant la date de la convention définitive.

**Art. 14.** Pour les étudiants inscrits en première année de premier cycle en 2014–2015, les études sont organisées conformément aux dispositions du décret du 7 novembre 2013. Toutefois, les habilitations à les organiser restent, pour cette seule année académique, celles en vigueur et organisées en 2013–2014, conformément à l'annexe III du décret du 31 mars 2004, telle que modifiée notamment par le décret du 18 juillet 2008 portant création de nouvelles formations dans les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et avant la modification apportée par l'article 2, § 2, du présent décret.

**Art. 15.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 11 avril 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,  
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,  
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale  
Mme M.-M. SCHYNS

(1) *Session 2013-2014.*

*Documents du Parlement.* — *Projet de décret, n°637-1. – Amendement de commission, n° 637-2. — Rapport, n°637-2.*  
*Compte-rendu intégral.* – Discussion et adoption. Séance du 10 avril 2014.

## VERTALING

### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29364]

#### 11 APRIL 2014. — Decreet tot finalisering van de overdracht van de studies van vertaler-tolk naar de universiteit (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

#### HOOFDSTUK I. — *Definities*

**Artikel 1.** In dit decreet wordt verstaan onder :

- 1° wet van 27 juli 1971 : de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen;
- 2° decreet van 5 augustus 1995 : het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen;
- 3° decreet van 9 september 1996 : het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen;
- 4° decreet van 24 juli 1997 : het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
- 5° decreet van 12 mei 2004 : het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtungen ingericht door de Franse Gemeenschap;
- 6° decreet van 31 maart 2004 : het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten;
- 7° decreet van 2 juni 2006 : het decreet van 2 juni 2006 tot vaststelling van de academische graden uitgereikt door de Hogescholen die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd en tot vaststelling van de minimale uurregelingen;
- 8° decreet van 20 juni 2008 : het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstscholen en Hogere Instituten voor architectuur;
- 9° decreet van 7 november 2013 : het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;
- 10° HEFF-VT : de categorie vertaler-tolk van de Haute Ecole Francisco Ferrer de la Ville de Bruxelles, voormalige afdeling van het Instituut Cooremans;
- 11° HEL-VT : de categorie vertaler-tolk van de Haute Ecole de la Ville de Liège;
- 12° ISTI : de categorie vertaler-tolk van de Haute Ecole de Bruxelles de la Communauté française (HEB), voormalig Instituut Supérieur de Traducteurs et Interprètes;
- 13° Vinci-VT : de categorie vertaler-tolk van de Haute Ecole libre Léonard de Vinci, voormalige afdeling van het Instituut libre Marie Haps;
- 14° UCL : l'Université catholique de Louvain;
- 15° ULB : l'Université libre de Bruxelles;
- 16° ULg : l'Université de Liège;
- 17° USL-B : l'Université Saint-Louis – Bruxelles.

#### HOOFDSTUK II. — *Organisatie van de studies*

**Art. 2. § 1.** De organisatie van de studies die leiden tot de academische graden bachelor vertaler-tolk, master vertaler, master tolk, huidig in voorwaardelijke gezamenlijke machtiging tussen Hogescholen en Universiteiten krachtens bijlage III bij het decreet van 31 maart 2004, wordt exclusief door een universiteit, "gemachtigde universiteit" genoemd, overgenomen, op de volgende wijze :

- ULg neemt als enige te Luik de machtigingen van de 1<sup>ste</sup> en 2<sup>de</sup> cyclussen van HEL over voor de studies bachelor vertaler en tolk, master vertaler en master tolk;
- ULB neemt als enige te Brussel de machtigingen van de 1<sup>ste</sup> en 2<sup>de</sup> cyclussen van ISTI en HEFF-VT over voor de studies bachelor vertaler en tolk, master vertaler en master tolk;
- USL-B neemt als enige te Brussel de machtiging van Vinci-VT over voor de studies bachelor vertaler en tolk;
- UCL neemt als enige te Louvain-la-Neuve de machtiging van Vinci-VT over voor de studies master vertaler en master tolk.

De ermee gepaard gaande bekwaamheidsbewijzen en diploma's worden door de gemachtigde universiteit uitgereikt.

§ 2. In bijlage III van het decreet van 31 maart 2004, zoals gewijzigd, inzonderheid, bij het decreet van 18 juli 2008 tot invoering van nieuwe opleidingen in Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de overeenstemmende lijnen van de machtigingen van het gebied "10°bis Vertaler-Tolk" vervangen door :

|        | Gebied/Opschrift | Cyclus | ULg | UCL | ULB | UMons | UNamur | USL-B |
|--------|------------------|--------|-----|-----|-----|-------|--------|-------|
| 10°bis | Vertaler-Tolk    |        |     |     |     |       |        |       |
|        | Vertaler-Tolk    | 1      | 1   |     | 1   | 1     |        | 1     |
|        | Vertaler         | 2      | 1   | 1   | 1   | 1     |        |       |
|        | Tolk             | 2      | 1   | 1   | 1   | 1     |        |       |

**Art. 3.** § 1. De studenten die regelmatig ingeschreven zijn in een hogeschool voor één van de studiecyclussen van de categorie vertaler-tolk worden geacht bij de gemachtigde universiteit ingeschreven te zijn. De Commissarissen of de afgevaardigden van de Regering bij de gemachtigde universiteit worden belast met het bekrachtigen van deze inschrijvingen.

§ 2. De studenten die voor minstens één jaar van de studiecyclussen van de categorie vertaler-tolk geslaagd zijn in een hogeschool kunnen zich voor het volgende studiejaar inschrijven ingericht door een universiteit, binnen de vijf jaren die daarop volgen.

De studenten die houder zijn van een graad bachelor vertaler-tolk uitgereikt door een hogeschool genieten dezelfde mogelijkheden inzake vervolg van hun studies als deze die houder zijn van de overeenstemmende graad uitgereikt door een universiteit.

#### HOOFDSTUK III. — *Personeelsleden*

**Art. 4.** § 1. De gemachtigde universiteit wordt de werkgever, ten belope van hun overeenstemmende opdracht, van de statutaire personeelsleden benoemd voor de categorie vertaler-tolk van de hogeschool en die een weddesubsidie genieten ten laste van de Franse Gemeenschap krachtens de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving. Nochtans, kunnen deze weddesubsidies, alsook de overige sociale lasten en geassocieerde diverse toelagen, ten laste blijven van en vereffend worden door de diensten van de Franse Gemeenschap, in aftrek van de begroting die naar de universiteit werd overgeheveld krachtens de bepalingen van artikel 8.

De gemachtigde universiteit wordt de werkgever, ten belope van hun overeenstemmende opdracht, van de contractuele personeelsleden van wie de overeenkomst rechtstreeks verbonden is met de categorie vertaler-tolk van de hogeschool die geen weddesubsidie genieten ten laste van de Franse Gemeenschap.

De daarbij bedoelde personeelsleden blijven aan de wets- en reglementsbevestigingen onderworpen die, op het ogenblik van hun overheveling, op ze van toepassing zijn als personeelslid van de hogeschool. Ze behouden hun hoedanigheid als personeelslid van het niet-universitair onderwijs, hun graad, hun anciënniteit, hun opdracht, hun mogelijkheden inzake loopbaan en dezelfde rechten en voordelen die conventioneel verworven waren, alsook hun maatschappelijke statuut en hun recht op een rustpensioen ten laste van de openbare schatkist.

§ 2. Deze overheveling van personeelsleden maakt het voorwerp uit van een overeenkomst tussen elke hogeschool en de gemachtigde universiteit(-en), opgemaakt vóór 31 december 2014. De overeenkomst vermeldt, onder andere, de nadere regels betreffende de betrekking, de arbeidsvoorwaarden, het beheer en de evolutie van de loopbanen, alsook de vertegenwoordiging van de personeelsleden binnen de organen van de universiteit. Overeenkomstig artikel 15bis van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, wordt die overeenkomst, alvorens ondertekend te worden, aan de onderhandeling met de vakverenigingen onderworpen.

Die overeenkomst bevat de naamlijst van de personeelsleden, zowel in vast verband benoemd als contractuelen, die overgeheveld worden, met een onderscheiding tussen het onderwijzend personeel, het wetenschappelijk personeel, het administratief personeel, het technisch en werklidpersoneel en wordt in gezamenlijk overleg tussen de hogeschool en de gemachtigde universiteit opgemaakt, na overleg met de vertegenwoordigers van het betrokken personeel.

De Regering stelt deze overeenkomst op en bepaalt deze overhevelingsovereenkomst voor de hogescholen ingericht door de Franse Gemeenschap en keurt het goed in de andere gevallen; ze bepaalt inzonderheid het uitdovingskader.

**Art. 5.** De raad van bestuur van de gemachtigde universiteit oefent ten opzichte van de overgehevelde personeelsleden de bevoegdheden uit die, in de wet of het decreet, aan de overheden van de hogescholen toegewezen worden.

Hij oefent tevens, voor deze personen, de niet reglementaire competenties die door de wet of het decreet aan de Regering worden toegewezen.

**Art. 6.** Wanneer de betrekking die door één van de personeelsleden van het uitdovingskader bekleed werd, vacant wordt verklaard, en de betrekking niet door een wijziging van ambt, opdrachtuitbreiding of een aanvullende aanwerving van een ander personeelslid van het uitdovingskader opnieuw bekleed kan worden, wordt voor deze, in voorkomend geval, voor een vervanging gezorgd overeenkomstig de regels die van toepassing zijn op het personeel van de universiteiten.

#### HOOFDSTUK IV. — *Patrimonium, rechten en verplichtingen*

**Art. 7.** De gemachtigde universiteit neemt de activa en passiva alsook de rechten en verplichtingen over van de hogeschool of van haar inrichtende macht in verband met de activiteiten van de categorie vertaler-tolk.

Op dezelfde manier, worden de schuldvorderingen en verplichtingen berustend op de overeenkomsten die lopen op de datum van inwerkingtreding van dit decreet en in verband met de categorie vertaler-tolk, en die degelijk in een repertorium opgenomen zijn, aan het patrimonium van de gemachtigde universiteit afgestaan en ernaar overgedragen.

Deze afstand en overheveling kunnen van rechtswege aan de medeondertekenaars en derden zonder verdere vormen tegengeworpen worden. Ze omvatten alle rechten en verplichtingen in verband met de hangende en toekomstige procedures.

De roerende en onroerende goederen van de hogeschool of haar inrichtende macht die totaal of gedeeltelijk besteed waren aan de activiteiten van de categorie vertaler-tolk worden tot het passende beloop naar het patrimonium van de gemachtigde universiteit overgedragen. Voor de instellingen die niet door de Franse Gemeenschap ingericht worden, kan deze overdracht van onroerende goederen de vorm innemen van een afstand of een kosteloos gebruiksrecht aangepast aan de bijzondere toestand.

Voor de hogescholen ingericht door de Franse Gemeenschap, maakt de Regering de lijst van de goederen op en stelt ze vast, ten laatste voor 30 juni 2015, alsook deze van de schuldvorderingen en verplichtingen, en bepaalt ze aldus de nadere regels voor de overdracht, in overleg tussen de overheid van de hogeschool, de vertegenwoordigers van het

betrokken personeel en de gemachtigde universiteit. In de andere gevallen, keurt ze deze lijst en de nadere regels voor de overdracht, ten laatste voor 30 juni 2015, na overleg tussen de overheid van de hogeschool, haar inrichtende macht, de vertegenwoordigers van het betrokken personeel en de gemachtigde universiteit, goed.

#### HOOFDSTUK V. — *Financiering*

**Art. 8.** § 1. Vanaf de inwerkingtreding van dit decreet wordt het bedrag bedoeld bij artikel 29, § 2, van de wet van 27 juli 1971 verhoogd, na aanpassing, met het veranderlijk deel dat overeenstemt met Groep E van de jaarlijkse toelage, zoals bepaald bij de artikelen 15 tot 19 van het decreet van 9 september 1996, aangepast overeenkomstig de bepalingen van artikel 29, § 4, van de wet van 27 juli 1971 en van artikel 9 van het decreet van 9 september 1996.

Op de datum van de inwerkingtreding wordt het bedrag van artikel 10 van het decreet van 9 september 1996 met de overeenstemmende waarde gereduceerd, na gelijkaardige aanpassing.

De gemachtigde universiteiten die de studies van Vinci-VT overnemen, kunnen een akkoord sluiten over de onderlinge verdeling van dat bedrag, rekening houdend met de effectieve overheveling van personeel, en de overeenstemmende compenserende financiële overdrachten organiseren.

§ 2. Voor de berekening van de vierjaarlijkse gemiddelden bedoeld bij artikel 29, § 5, van de wet van 27 juli 1971, wordt het aantal studenten die in acht worden genomen voor de jaren die aan de integratie in de universiteit voorafgaan, met het aantal overeenstemmend met deze van het integratiejaar vermeerderd.

**Art. 9.** Bij de toepassing van de herziening van het veranderlijk deel bedoeld bij artikel 25, tweede lid, van de wet van 27 juli 1971, zal rekening worden gehouden met de studenten van het gebied vertaler-tolk of ze bij een hogeschool of de gemachtigde universiteit ingeschreven zijn.

**Art. 10.** Op basis van een objectieve evaluatie opgemaakt door de gemachtigde universiteiten, kan de Regering binnen de vijf jaren van de overdracht het bedrag vaststellen van een eenmalige aanvullende subsidie in verband met de uitgaven uitgaande van deze.

#### HOOFDSTUK VI. — *Opheffingsbepalingen*

**Art. 11.** In het decreet van 5 augustus 1995, wordt artikel 12, 8°, opgeheven.

In het decreet van 9 september 1996, wordt artikel 15, 5°, en artikel 16, 1°, e) opgeheven.

In het decreet van 2 juni 2006, wordt hoofdstuk VIII van titel II, waarin de artikelen 106 tot 108 vervat zijn, opgeheven, alsook de overeenstemmende bijlagen H-1, H-2, H-3.

#### HOOFDSTUK VII. — *Inwerkingtreding en overgangsbepalingen*

**Art. 12.** In afwijking van artikel 39, § 1, § 2, eerste lid, en § 3, eerste lid, van de wet van 27 juli 1971 betreffende de financiering en de controle van de universitaire instellingen, en tot het academiejaar 2018-2019 ten laatste, betaalt de student die regelmatig ingeschreven was, gedurende het academiejaar 2014-2015, voor één van de basisstudiejaren van de categorie vertaler-tolk bij een hogeschool, het inschrijvingsgeld aan de universiteit per basisstudiejaar van datzelfde gebied, inschrijvingsgeld dat, buiten indexering, het bedrag betaald tijdens het jaar 2014-2015 in deze hogeschool door een student ingeschreven voor het overeenstemmende jaar, niet mag overschrijden.

**Art. 13.** De betrokken instellingen bepalen tegen 30 juni 2014 ten laatste, een voorlopige versie van de lijst van het personeel bedoeld bij artikel 4, § 2, opgemaakt en aan het overleg onderworpen volgens dezelfde nadere regels en daarna aan de Regering overgezonden. Voor het personeel dat in vast verband wordt benoemd, bevat deze de vooruitzichten inzake evolutie van het statuut en opdracht voor deze personen die vóór de datum van de definitieve overeenkomst plaats zouden kunnen vinden.

**Art. 14.** Voor de studenten ingeschreven in het eerste jaar van de eerste cyclus in 2014-2015, worden de studies ingericht overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 7 november 2013. Nochtans, de machtigingen om ze te organiseren blijven, voor dat enig academiejaar, deze die in 2013-2014 geldig waren en aldus georganiseerd, overeenkomstig bijlage III bij het decreet van 31 maart 2004, zoals gewijzigd inzonderheid bij het decreet van 18 juli 2008 tot invoering van nieuwe opleidingen in Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, en vóór de wijziging aangebracht in artikel 2, § 2, van dit decreet.

**Art. 15.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2016.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 11 april 2014.

De Minister-president van de Regering van de Franse Gemeenschap,  
R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Financiën en Sport,  
A. ANTOINE

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,  
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M.-M. SCHYNS

Nota

(1) *Zitting 2013 – 2014.*  
*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 637-1. — Commissieamendement, nr. 637-2. — Verslag, nr. 637-3.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 10 april 2014.